



— LA CGT —  
**TOUJOURS À VOS CÔTÉS**

**ELECTIONS  
PROFESSIONNELLES  
10-16 MARS 2022**

# L'AUDIOVISUEL PUBLIC EN DANGER DE MORT

## Lâcheté politique

Sur le financement, aucun gouvernement n'a eu le courage politique de faire l'indispensable réforme de la redevance, désormais appelée contribution à l'audiovisuel public. En France, elle est toujours liée à la possession d'un poste de télévision alors qu'aujourd'hui on accède à nos contenus sur tous les supports. Il y a donc urgence, d'autant plus qu'en 2023 avec la disparition de la taxe d'habitation se posera la question de la perception de cette taxe affectée qui fait vivre télé et radio publiques.

**DANGER POUR LE  
FINANCEMENT  
ET L'AVENIR DE  
L'AUDIOVISUEL  
PUBLIC**

## L'ÉTAT RESPONSABLE DE LA FRAGILISATION DE FRANCE TÉLÉVISIONS

### Des économies drastiques pour seule boussole

Depuis la suppression de la pub après 20h par Sarkozy, nos moyens humains et financiers n'ont cessé de baisser. Les gouvernements successifs nous ont imposé plans d'économies drastiques et réduction du périmètre (arrêt de France Ô et rattrapage sur le fil, mais non financé, pour France 4).

Nous vivons depuis 10 ans, un plan social permanent qui a conduit à supprimer 1200 postes, 10% des effectifs, comme l'a reconnu Delphine Ernotte devant les députés.

## La blessure de la République

La responsabilité de l'État est considérable et l'on a toujours en mémoire les propos d'Emmanuel Macron nous traitant de « Honte de la République ».

Le président de la République a lui-même préparé le terreau des populismes de tous poils qui remettent en cause la légitimité de la redevance ou parlent de nous privatiser ou nous supprimer.

## UN BESOIN ACCRU DE SERVICE PUBLIC

Pourtant le besoin de service public n'a jamais été aussi fort. Pour le pluralisme de l'information, pour le soutien à la création, pour la production de divertissements de qualité, et ce sur tous les supports.

Les audiences de France Télévisions le prouvent, les Français restent attachés à leur télévision publique et contredisent les arguments populistes des libéraux et des démagogues.

Notre pays ne doit pas emboîter le pas aux dérives inquiétantes qu'on observe en Pologne et en Hongrie.

### Une entreprise sous-financée

Après dix années d'essorage méthodique, notre entreprise est exsangue. Nous n'avons pas les moyens de faire face aux défis du numérique destinés à nous adapter aux usages et à capter tous les publics sur tous les supports. Cela requiert de considérables investissements technologiques et humains.

Derrière les discours ronflants de la direction, la réalité est plus aride : nous ne sommes plus en mesure d'assurer une information labellisée et certifiée, garantissant l'indépendance et le pluralisme de l'information, face à la prolifération des « fake news », au relativisme et au complotisme. Pourtant il y a un réel besoin alors que quelques milliardaires assez peu épris de pluralisme concentrent de plus en plus de médias entre leurs mains.

Sur la création, nos moyens financiers ne sont en rien comparables aux milliards des plateformes américaines et chinoises qui risquent d'imposer leurs contenus uniformisés.

**NOUS AVONS  
BESOIN  
DE MOYENS  
POUR  
NOS PROJETS**

## LA POSITION DE LA CGT A TOUJOURS ÉTÉ CLAIRE

**NOUS  
VOULONS...**

- **Une redevance élargie** à tous les supports et fléchée, qui assure un financement pérenne et indépendant à l'audiovisuel public et lui permette de se développer.
- **Le développement de recettes commerciales** grâce à la propriété des droits sur les programmes que nous finançons.
- **Une réorientation de nos ressources publicitaires** vers des spots éthiques et responsables, labellisés de service public.

Plus que jamais, face à la montée du populisme et de l'intolérance, les missions fondamentales de France Télévisions doivent être réaffirmées : informer, éduquer, distraire, en toute indépendance des pouvoirs et des lobbies, et des vendeurs de « temps de cerveau humain disponible ».

L'information ne peut être partisane, la culture et l'éducation doivent être accessibles à toutes et à tous partout, le divertissement doit être de qualité. C'est la raison d'être du service public.

**DANS LES CSE ET AU CSE CENTRAL,  
LES ÉLUS CGT NE CESSENT DE DEMANDER  
DES COMPTES À LA DIRECTION**

**SUR TOUS CES SUJETS QUI PEUVENT  
SEMBLER LOINTAINS MAIS INDUISENT  
AU FINAL NOS CONDITIONS DE TRAVAIL.**

Paris, le 10 février 2022